



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 21 mars 2023
 (Convocation du 16 mars 2023)

Aujourd'hui, le 21 mars 2023 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	5
• Voix	5
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : M. Charles Pelanne, Vice-Président

Rapporteur : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



OBJET : Conventions - Ressource en eau - Opération de réutilisation des eaux usées traitées de la STEP de Conte pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon - projet de convention de principe pour l'indemnisation de propriétaires ou exploitants suite à la réalisation de sondages géotechniques

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions du projet de territoire du Midour, l'Institution Adour, en partenariat avec les Régies de l'eau et de l'assainissement de Mont-de-Marsan Agglo, le Syndicat Intercommunal du Ludon-Gaube et la Chambre d'agriculture des Landes, a lancé une phase d'études pour un projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan, à des fins d'irrigation sur le bassin versant du Ludon.

Les missions d'études techniques ont été confiées à un groupement de bureaux d'études dont la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) est mandataire.

Afin de pouvoir dimensionner les 5 réservoirs de stockage, des investigations topographiques et géotechniques sont nécessaires sur le terrain. Ces investigations géotechniques consisteront à la réalisation de sondages à la pelle mécanique, réalisation de 2 ou 3 piézomètres par réservoirs et pénétromètres dynamiques.

Il convient donc de valider une convention type qui sera ensuite signée individuellement par chaque propriétaire ou exploitant impacté. Cette convention prévoit une compensation financière, du fait d'investigations géotechniques qui pourraient déstructurer le sol et/ou les récoltes sur une superficie donnée (avec la réalisation d'un état des lieux in situ). Cette compensation financière sera calculée sur la base d'un barème en vigueur établi par la Chambre d'agriculture des Landes. L'enveloppe financière estimative globale de ces indemnisations est fixée à 5 000 € (estimation de la CACG prenant en compte l'ensemble des propriétaires ou exploitants potentiellement impactés par les sondages géotechniques).

Considérant le marché n°22030, signé le 16 décembre 2022 avec le groupement CACG (mandataire), cabinet d'études Marc Merlin, Bruno Jacq et Soler Ide, relatif aux prestations d'études et de maîtrise d'œuvre du projet de réutilisation des eaux usées de la station d'épuration de Mont de Marsan pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon,
Considérant le barème d'évaluation des dommages causés aux sols et aux cultures pour l'année 2023 transmis par la Chambre d'Agriculture des Landes,
Considérant l'enveloppe budgétaire prévue au budget pour ces indemnisations,
Considérant le projet de convention ci-annexé,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de valider les termes de la convention type permettant l'indemnisation dans le cadre des opérations géotechniques pour les études de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon, telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à formaliser et signer les conventions individuelles dans la limite d'une enveloppe financière plafonnée à 5 000 €,
- d'autoriser le président à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 21 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023



ID : 040-254002264-20230321-230321H1827H1-DE

CONVENTION

**Opération de réutilisation des eaux usées traitées de la station
d'épuration de Conte pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon**

Convention d'indemnisation relative à des investigations géotechniques

Entre :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n°2023_B_xx en date du 21 mars 2023,
ci-après dénommée : l'EPTB

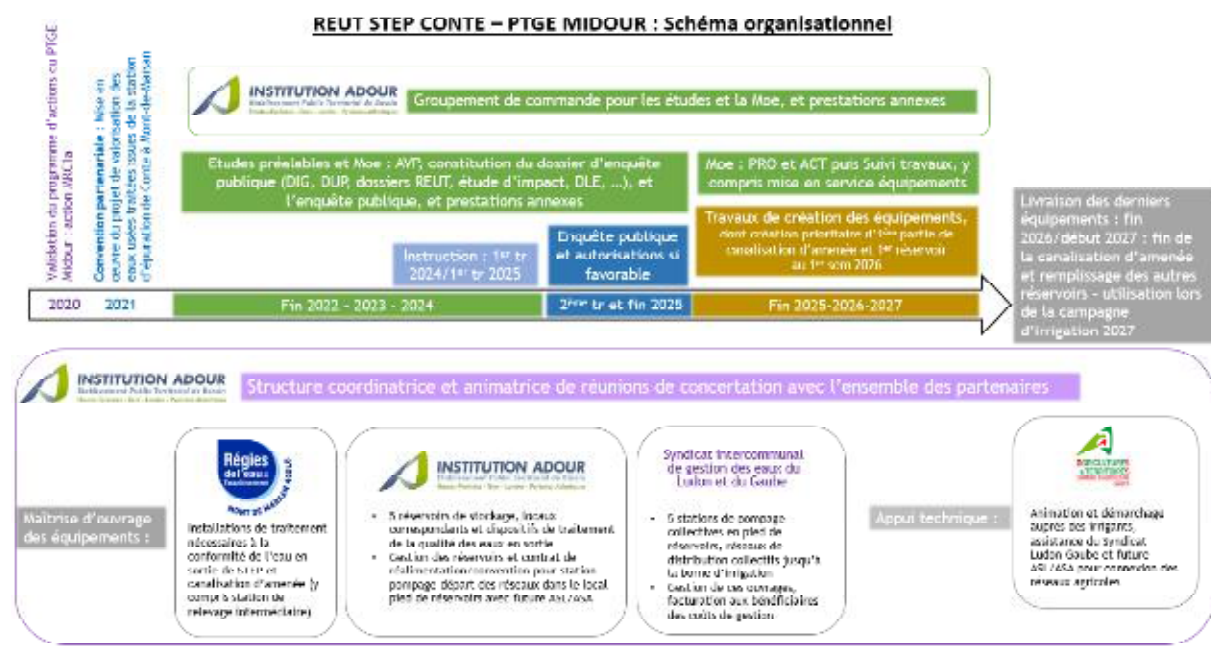
Et :

Monsieur/Madame Prénom Nom, domicilié(e) au XXX,
Propriétaire/exploitant de la parcelle/des parcelles ... sur la commune/les communes de

Préambule

Dans le cadre de la mise en œuvre des actions du projet de territoire du Midour (PTGE Midour), l'Institution Adour en partenariat avec les Régies des eaux et de l'assainissement de Mont-de-Marsan Agglo, le Syndicat Intercommunal du Ludon-Gaube et la Chambre d'agriculture des Landes, a lancé une étude technique pour un projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan, à des fins d'irrigation sur le bassin versant du Ludon.

Schéma organisationnel de l'opération



Ce projet est situé sur une aire d'étude localisée sur les territoires des communes de Mont-de-Marsan, Mazerolles, Bougue, Laglorieuse, Pujo-le-Plan, et Saint-Gein (cf plan en annexe 1).

Les missions d'études techniques ont été confiées à un groupement de bureaux d'études dont le mandataire est la CACG.

Afin de pouvoir dimensionner les 5 réservoirs de stockage, des investigations topographiques et géotechniques sont nécessaires sur le terrain. Ainsi, des topographes vont réaliser, à pied, des relevés topographiques des futures zones d'implantation des réservoirs et réseaux et des abords immédiats à ceux-ci.



Les investigations géotechniques consisteront à la réalisation de sondages à la pelle mécanique, réalisation de 2 ou 3 piézomètres par réservoir, et pénétromètres dynamiques et statiques.

Vu la délibération n° 2023_B_xx en date du 21 mars 2023 de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Considérant le barème d'évaluation des dommages causés aux sols et aux cultures pour l'année 2023 transmis par la Chambre d'Agriculture des Landes,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet la compensation financière **du propriétaire et/ou exploitant de la parcelle/des parcelles xxx**, du fait d'investigations géotechniques qui pourraient impacter le sol et/ou les récoltes sur une superficie de **xxx**.

Un constat in situ sera réalisé par les équipes de l'Institution Adour ou de son maître d'œuvre la CACG, en présence de **Monsieur/Madame Prénom Nom**, avant les investigations puis après celles-ci afin de déterminer la surface impactée objet de l'indemnisation.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au **xxx**.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Parcelles ... sur la commune de

Article 4. Engagements et attendus des parties - Désignation des interventions et modalités d'exécution

Le maître d'ouvrage et les entreprises mandatées par lui (y compris son maître d'œuvre) ne pourront pénétrer dans les propriétés privées qu'en vertu de l'autorisation de pénétration dans les parcelles, écrite et adressée par les propriétaires ou exploitant à l'Institution Adour (accord à l'amiable) en amont de la présente convention.

Pour tout renseignement, le correspondant à l'Institution Adour est Marie-Laure Pons, Technicienne Ressource en eau, 05-58-46-63-17, marie-laure.pons@institution-adour.fr, ou Stéphane Simon 05 58 46 63 18, stephane.simon@institution-adour.fr

Si les opérations doivent être effectuées à l'intérieur de parcelles clôturées, le maître d'œuvre préviendra le propriétaire ou l'exploitant concerné. Toute clôture endommagée ou ouverte pour le passage des engins ou des agents, sera immédiatement rétablie de façon provisoire et efficace pour éviter la dispersion et la divagation des animaux. A défaut, toute sortie d'animaux engage la responsabilité du maître d'œuvre, chargé de la coordination des opérations menées, tant pour les dommages occasionnés aux animaux que pour ceux causés à des tiers. À tout moment l'alimentation en eau des animaux est maintenue. A la fin des travaux, l'exploitant peut, sur la base de l'état des lieux (voir ci-après) exiger la remise en l'état en appliquant les spécifications et les caractéristiques initiales des clôtures.

Avant le début des travaux, le maître d'œuvre a contacté et averti le propriétaire ou l'exploitant des interventions prévues. Un rendez-vous sur site est proposé et chaque emplacement de sondage sera implanté et validé par les parties. A cette occasion chaque propriétaire ou exploitant communique



au maître d'œuvre l'ensemble des informations concernant les réseaux de drainage, d'irrigation, d'électricité, de télécom, passage de servitudes, ... et toutes les contraintes de la parcelle. Le propriétaire ou l'exploitant indique au maître d'œuvre les itinéraires les moins dommageables pour tous les besoins d'exécution des travaux.

Lors de l'intervention, un état des lieux est réalisé avec photos avant et après intervention, sous forme d'un PV dressé par le maître d'œuvre et dont une copie sera transmise à l'Institution Adour.

Le maître d'œuvre (ou son sous-traitant mandaté) s'engage à signaler par des piquets, signaux ou repères tout obstacle laissé par lui à la suite des travaux, de manière suffisamment visible en toutes périodes végétatives.

L'exploitant ou le propriétaire respecte ces repères et signale, dans l'intérêt commun, au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre toute détérioration ou disparition.

Etat des lieux après travaux et obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre (ou son sous-traitant mandaté), doit effectuer l'état des lieux immédiatement après les travaux (constat sous forme de PV).

Puis, le maître d'ouvrage, assisté du maître d'œuvre (ou son sous-traitant mandaté), le propriétaire et l'exploitant, établissent un bordereau de détails des indemnités, correspondant aux atteintes à la parcelle, et remis à chacune des parties (surfaces circulées, surfaces de sondages, ...).

En cas de détérioration d'ouvrages - réseaux d'irrigation, de drainage, canalisations diverses, clôtures, ..., le maître d'ouvrage demandera à son maître d'œuvre de prendre immédiatement les dispositions pour remédier aux conséquences. Dans les deux mois qui suivent la fin des opérations, le maître d'ouvrage s'engage à faire exécuter la réparation spécialisée, sauf indication contraire, par des entreprises spécialisées et à engager les actions récursoires auprès du maître d'œuvre (ou son sous-traitant mandaté) ou l'entreprise en charge des opérations le cas échéant.

En cas de fouilles, le maître d'œuvre s'engage à séparer la terre végétale des autres couches, afin de rétablir, en fin d'opérations, l'état initial des terrains de cultures ou de prairies.

Les pierres et autres objets remontés lors des fouilles seront remis en fond de fouille par les soins du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre s'engage à remettre en état, suivant l'état des lieux constaté avant les opérations, les chemins utilisés, ainsi que les parcelles : remise en place de terre, nivellement, remise en place de la section de clôture démontée ou endommagée, ...

De même, en cas de coupe de bois prévue, il sera proposé au propriétaire de le récupérer.

Terrains faisant l'objet d'aides compensatoires PAC (Politique Agricole Commune)

L'exploitant indiquera au maître d'ouvrage la situation de la parcelle concernée par les travaux au regard de la PAC.

Si les interventions concernent des terrains gelés dans le cadre de la PAC ou des terrains concernés par des mesures liées à la conditionnalité des aides dans le cadre de la PAC, l'incidence sur les aides compensatoires ainsi que les pénalités encourues par l'exploitant du fait du non-respect du pourcentage de gel ou du fait du non-respect de la conditionnalité des aides, sont compensées par le maître d'ouvrage.

Article 5. Obligations et droits

L'indemnisation des pertes d'exploitation et dégâts aux cultures est établie selon les principes suivants (délibération du Bureau de l'Institution Adour du 21 mars 2023) et se base sur le barème d'évaluation des dommages causés aux sols et aux cultures pour le département des Landes (Campagne 2023 - source : chambre d'agriculture des Landes) : Cf tableau en annexe

Ici le calcul est réalisé sur 2 années (récupération du potentiel fourrager maximum pour une prairie/récupération du potentiel pour une culture) pour une surface impactée de ... m², soit un montant total d'indemnités de ... €.



Article 6. Modalités de versement des indemnités

Par la présente, l'Institution Adour s'engage à verser par mandat administratif au compte **Monsieur/Madame Prénom Nom** (fournir un RIB) le montant correspondant des indemnités qui s'élève à €.

L'Institution Adour versera cette indemnité pour solde de tout compte à l'achèvement des opérations sur site et après établissement de l'état des lieux contradictoire et sur la base des conclusions de celui-ci.

Article 7. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 8. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 9. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en xx exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Prénom Nom
Propriétaire/exploitant



BAREME D'EVALUATION DES DOMMAGES CAUSES AUX SOLS ET AUX CULTURES Département des Landes - CAMPAGNE 2023										
DONNEES DE BASE					CALCULS DES INDEMNITES					
Largeur indemnifiable : 3 mètres minimum					Indemnité minimale par dossier : 75 €					
CULTURES	PROF PAR HA (Q ₀)	PRIX UNITAIRE (€/qtl)	VALEUR RECULÉE /HA €	PRIME PAC €/ha	PERTE DE RECOLTE €/ha	DEFICIT SUR CULTURES SUIVANTES €/ha	RECONSTIT. SOLS ET FUMURES €/ha	TROUBLE DE POUSSANCE €/ha	TOTAL INDEMNITE DE BASF - (1)+(2)+(3)+(4) en €/m²	TOTAL INDEMNITE MAJORÉE - (1)+[2x(2)]+(3)+(4) en €/m²
CEREALES										
MAIS GRAIN IRRIGUE	140	38	5 320	242	5 562	5 562	825	2 781	1,47	2,03
MAIS GRAIN NON IRRIGUE	110	38	4 180	242	4 422	4 422	825	2 211	1,19	1,63
BLE / TRITICALE	80	43	3 440	242	3 682	3 682	825	1 841	1,00	1,37
ORGE	70	38	2 660	242	2 902	2 902	825	1 451	0,81	1,10
AVOINE	70	30	2 100	242	2 342	2 342	825	1 171	0,67	0,90
SEIGLE	70	33	2 310	242	2 552	2 552	825	1 276	0,72	0,98
PROTEAGINEUX / OLLAGINEUX										
POIS NON IRRIGUE	50	45	2 250	242	2 492	2 492	825	1 246	0,73	0,90
POIS IRRIGUE	70	45	3 150	242	3 392	3 392	825	1 606	0,95	1,29
SOJA	40	69	2 760	242	3 002	3 002	825	1 501	0,86	1,16
COLZA	45	83	3 735	242	3 977	3 977	825	1 989	1,10	1,50
TOURNESOL	45	82	3 690	242	3 932	3 932	825	1 960	1,09	1,48
CULTURES FOURRAGERES										
MAIS ENSILAGE IRRIGUE	240	25	6 000	242	6 242	6 242	825	3 121	1,67	2,29
MAIS ENSILAGE NON IRRIGUE	180	25	4 500	242	4 742	4 742	825	2 371	1,29	1,77
PRAIRIES ARTIFICIELLES	120	15	1 800	242	2 042	2 042	1 510	1 021	0,69	0,89
PRAIRIES NATURELLES	70	13	910	242	1 152	1 152	1 510	576	0,46	0,58

* les montants peuvent être supérieurs sur présentation de justificatifs (éléments comptables, rendements...). Dans ce cas, prendre ces chiffres et appliquer les méthodes des calculs ci-dessus.

** surface imputable prise en compte sauf si des justificatifs sont fournis par l'exploitant. Dans ce cas, prendre ces chiffres et appliquer les méthodes des calculs ci-dessus.

*** si des pénalités sont infligées à l'exploitant par la DDTM, celles-ci seront prises en charge par le responsable des dégâts.

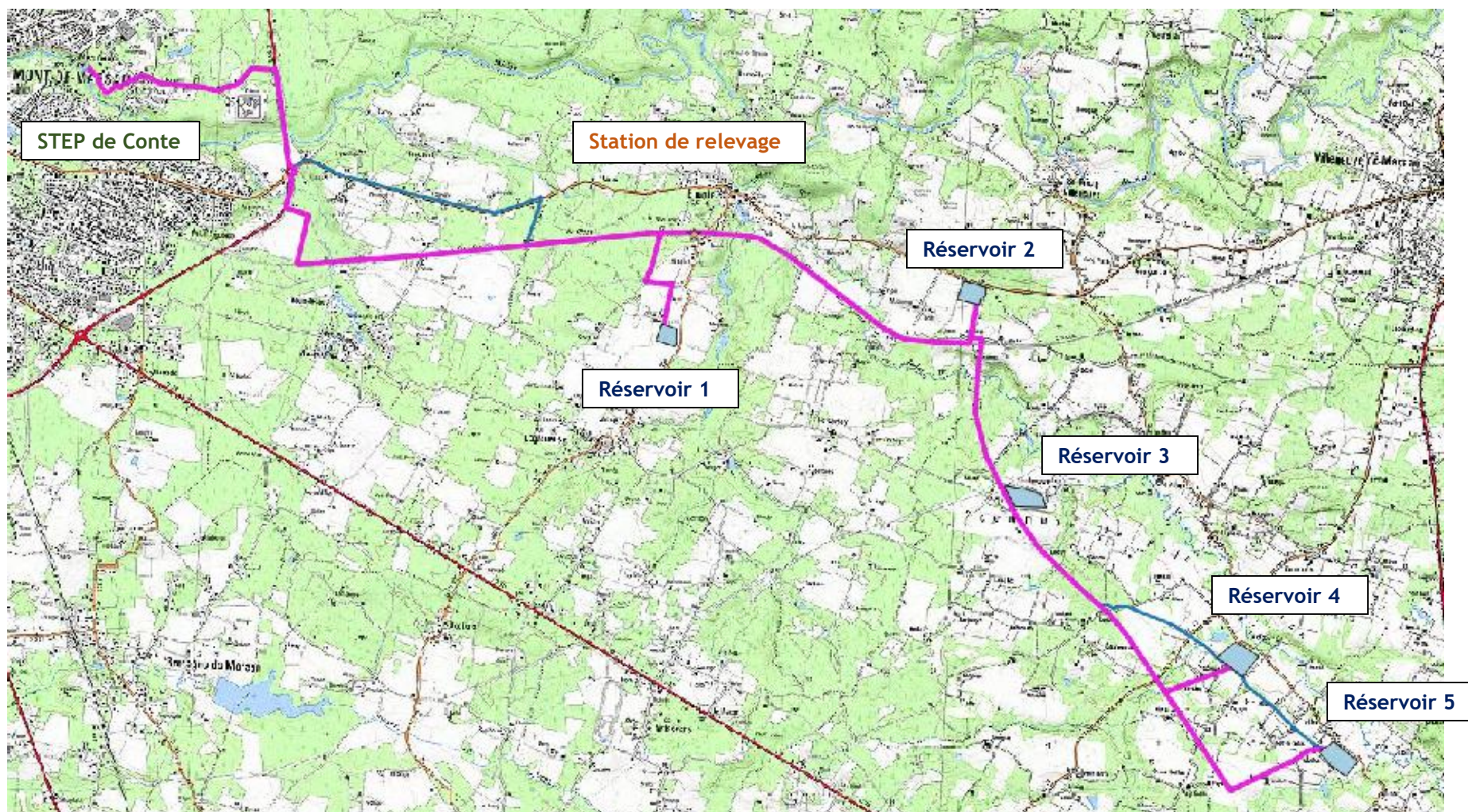
**** y compris remise en état d'ornières <15 cm.

***** ornieres > 15 cm ou affoulement à la pelle mécanique (avec mise de côté de l'horizon végétal).

Nota : Pour les cultures sous contrat (maïs semence, maïs doux, waxy...), prendre les données du contrat (ou de la comptabilité) et appliquer les méthodes des calculs ci-dessus.

Pour les cultures spéciales, non traitées dans le tableau, prendre les rendements et prix unitaires à dire d'expert (ou la comptabilité) et appliquer les méthodes des calculs ci-dessus



Réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon**Localisation des différents ouvrages (hors réseaux d'irrigation agricoles connectés aux différents réservoirs de stockage) :**

2 tracés prévisionnels de la conduite d'amenée depuis la station d'épuration Conte à Mont-de-Marsan (études de préféabilité pour le choix du tracé définitif) jusqu'à 5 réservoirs de stockage, une station de relevage intermédiaire à Bougue

Envoyé en préfecture le 27/03/2023

Reçu en préfecture le 27/03/2023



ID : 040-254002264-20230321-230321H1827H1-DE